

Scandaleux et insignifiant

Les premiers chiffres du budget 2017 ont été dévoilés en marge du discours d'orientation budgétaire

Une fois encore, le Ministère des Finances va financer à hauteur de 66 % les suppressions d'emplois dans les ministères non-prioritaires.

1 512 emplois supprimés dont près de 1 200 à la DGFIP

Et le gouvernement prétend avoir pris en compte la mise en place prévisible du prélèvement à la source. Il prétend aussi demeurer déterminé à combattre la fraude et l'évasion fiscale qu'il a tendance à limiter au travaux de régularisation des repentis fiscaux !

De qui se moque-t-on !?

Avec cette nouvelle saignée, la DGFIP afficherait plus de 36 000 suppressions d'emplois en 15 ans. Un véritable plan social sans précédent. Ces 1 200 disparitions viendront grossir le nombre de chaises vides dans les services et accentueront encore un peu plus la chute de la force de travail nécessaire à l'accomplissement correct des missions.

Celles et ceux qui restent subiront de nouvelles restructurations, devront absorber de nouvelles charges (dont le Prélèvement à la Source), verront leurs conditions d'existences continuer à se détériorer.

Et ce ne sont pas les 400 lauréat-e-s du concours C recruté-e-s sur liste complémentaire qui vont apporter le souffle nécessaire !

Il faut recruter l'ensemble des listes complémentaires A, B et C

Le secrétaire d'État au Budget a affirmé que la crise budgétaire était derrière nous et que nous le devons aux efforts consentis par les Français et qui devaient en bénéficier en retour.

« Agents de la DGFIP, quel que soit ton grade, le gouvernement te considère comme un citoyen de seconde zone ! »

« Trimes et tais-toi, il n'y a rien pour toi. Pire, on va même continuer à t'exploiter honteusement et en prime faire reculer tes droits et tes garanties »

165 millions de moins dans le Budget !

Avec ça, pas besoin d'attendre de miracle en termes d'augmentation ou de revalorisation des grilles indiciaires. Celles et ceux qui espèrent un plus dans le cadre de la transposition de PPCR à la DGFIP, une augmentation des régimes indemnitaires, une amélioration de leur cadre de travail ou des nouveaux outils peuvent toujours attendre.

Pour Solidaires Finances Publiques, une seule alternative : agir !

Dès le mois de septembre, organisons le blocage des services, pour être enfin entendus !

Pour un moratoire sur l'emploi et les restructurations

Pour le renforcement des moyens

Pour une revalorisation générale

Solidaires Finances Publiques appelle les agents à préparer le blocage de la DGFIP pendant toute la fin de l'année 2016 !